

Note de synthèse

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Claude MONTAGNON

OBJET : ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF DE LA COMMUNE - EXERCICE 2021

Le 21 janvier 2021, le Conseil municipal a débattu des orientations budgétaires, conformément aux dispositions des articles 11 et 12 de la loi n°92-125 du 6 février 1992.

Le budget primitif 2021 a été élaboré, une nouvelle fois, avec prudence. Le contexte budgétaire reste toujours aussi contraint, compte tenu de la structurelle baisse des ressources, mais aussi des incertitudes de l'impact de la crise sanitaire sur l'exécution du budget 2021.

Ces baisses concernent :

- la dotation globale de fonctionnement (DGF): estimée prudemment à 840 K€ en 2021 (870 K€ en 2020, 913 K€ en 2019),
- les pertes de recettes liées à une baisse de la fréquentation de certains services à la population.

Parallèlement, la poursuite de la crise sanitaire pourrait entraîner des dépenses supplémentaires (ouverture du centre de vaccination, achat de matériels spécifiques, nettoyage renforcé des bâtiments communaux,...) difficilement évaluables au jour du vote de ce budget primitif.

Concernant l'investissement, la ville prend le parti en 2021 de phaser la mise en œuvre de ses choix d'actions sur plusieurs années.

Dans ce contexte, la stratégie financière pour l'exercice à venir s'appuie sur :

- Les dispositions de la loi de finances 2021 en ce qui concerne les dotations de l'état et la réforme de la Taxe d'Habitation ;
- La baisse des taux d'imposition fonciers conformément à nos engagements ;
- Un programme d'investissements répondant aux besoins des habitants et aux enjeux futurs de la commune ;
- Un volume d'emprunts nouveaux raisonné bénéficiant de la faiblesse des taux d'intérêts.

Dans la continuité du budget 2020 le Budget Primitif 2021 fait ressortir plusieurs axes forts :

- Le maintien et l'adaptation des prestations de qualité au service des habitants,
- La maîtrise des dépenses de fonctionnement,
- L'amélioration du cadre de vie et la poursuite d'un programme d'investissements ambitieux pour rester attractif,
- La recherche systématique et dynamique des subventions.

Tel qu'il est construit, le Budget Primitif 2021 renforce la dynamique des projets au profit des Saint-Rémois.

I. Une section de fonctionnement tenant compte des pertes de recettes liées à la crise sanitaire et aux décisions nationales mais sans augmentation des impôts communaux

A. Les recettes de fonctionnement attendues pour l'exercice 2021 s'élèveraient à 11 557 996,00€

1) Les atténuations de charges (chapitre 013) pour 47 000,00 €

Elles correspondent essentiellement aux remboursements divers sur salaires à la collectivité (indemnités journalières ou trop perçus par les agents).

2) Les produits du domaine et ventes diverses (chapitre 70) pour 817 400,00€

Il s'agit d'une part des recettes liées à la rétribution des activités de service public offertes par la ville de Saint-Rémy-lès-Chevreuse à ses usagers et d'autre part du produit des redevances dues au titre de l'occupation du domaine public de la commune.

Compte tenu de la situation sanitaire incertaine, les recettes ont été évaluées avec une extrême prudence, d'où la baisse par rapport au BP 2020.

3) Les impôts et taxes (chapitre 73) pour 8 916 232,00€

Conformément à la stratégie annoncée à l'occasion du débat d'orientations budgétaires, le budget primitif 2021 est construit sur une baisse continue des taux d'imposition communaux.

	2020	2021
Taxe d'Habitation (TH)	18,51%	18,51%
Taxe Foncière sur les propriétés bâties (TFB)	12,90%	12,78%
Taxe Foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)	49,46%	49,00%
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	18,35%	18,18%

A ce titre, le produit des impôts locaux attendus, dans l'attente de la notification des bases prévisionnelles de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), s'élèverait à 6 703 400 €, soit une légère hausse par rapport à 2020.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises s'élèverait à 1 392 296,00 €.

La taxe additionnelle sur les droits de mutation s'élèverait à 500 000,00€. L'historique de cette taxe fait apparaître une forte sensibilité à l'activité économique immobilière et une relative volatilité. Elle devrait être en baisse par rapport à 2020.

La taxe communale sur la consommation finale d'électricité est en baisse par rapport au niveau de 2020 soit 160 000,00 € de recettes attendues.

Les droits de stationnement sont estimés à 70 000,00 €. Le produit des recettes lié au paiement préalable via les horodateurs subit une baisse par rapport au niveau de 2020.

4) Les dotations et participations (chapitre 74) pour 1 591 092,00€

Concernant la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), l'Etat n'a pas encore notifié officiellement les produits à percevoir, lesquels sont évalués à ce stade de la présentation budgétaire 2021 à près de 840 000,00€ (en baisse).

Les allocations compensatrices versées :

- Au titre de la taxe d'habitation : l'Etat accorde des exonérations de taxe d'habitation aux personnes de condition modeste. Il verse, en contrepartie, à la ville une allocation égale au produit des bases exonérées. Pour 2021, le montant retenu pour cette allocation est de 106 185,00 €. Elle est fortement évolutive, effet des changements successifs du dispositif d'exonération relatif aux contribuables âgés et sous condition de revenus.
- Au titre des taxes foncières (bâti et non bâti) : l'Etat accorde des exonérations aux personnes de condition modeste. Il verse, en contrepartie, à la ville une allocation égale au produit des bases exonérées. Pour 2020, le montant retenu pour cette allocation est de 4 763,00 €. Elle est fortement évolutive, effet des changements successifs du dispositif d'exonération relatif aux contribuables âgés et sous condition de revenus.
- Au titre de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) : l'Etat accorde des exonérations aux établissements créés en 2018 et à ceux dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal 5 000€. Le montant retenu pour cette allocation est d'environ 19 776,00€ pour 2021.

Concernant les subventions pour 465 160,00€, les principales évolutions portent sur les participations de la CAFY au titre du fonds d'amorçage versé par l'Etat et du contrat enfance et jeunesse pour lequel la commune a déposé un dossier.

5) Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) pour 166 272,00 €

Il s'agit ici des loyers des immeubles et terrains relevant du patrimoine de la collectivité dont certains sont devenus libres et des redevances stables, versées par le délégataire du marché couvert. Les crédits sont inscrits en hausse par rapport à 2020.

6) Les produits exceptionnels (chapitre 77) pour 20 000,00 €

Il regroupe le produit issu des remboursements des assurances pour un montant estimé à 20 000,00 €. Ce chapitre est en baisse par rapport à 2020.

B. Les acquis de la maîtrise des dépenses de fonctionnement en 2020 sont maintenus et l'effort sera poursuivi pour l'exercice 2021.

Dans un contexte budgétaire rendu plus complexe et incertain par la crise sanitaire de la COVID-19, la maîtrise et la rationalisation des dépenses de fonctionnement, et particulièrement des dépenses courantes constituent pour la Ville un objectif et une priorité réaffirmés.

Ainsi nous maintiendrons l'effort en termes de contrôle de gestion. L'optimisation des achats, les grandes orientations proposées dans le BP 2021 permettront **de contenir les dépenses de fonctionnement**. Le tableau ci-dessous présente les différents agrégats :

	BP 2020	BP 2021
Charges à caractère général (011)	3 511 910,00 €	3 459 156,00 €
Dépenses de personnel (012)	4 580 000,00 €	4 531 775,00 €
Autres Charges courantes (65)	818 025,00 €	815 619,00 €
TOTAL (chapitre 011 + 012 + 65)	8 909 935,00 €	8 806 550,00 €

1) Les dépenses à caractère général (Chapitre 011) pour 3 459 156,00 €

Ce poste, qui regroupe les achats de biens et services, représente 30 % des dépenses totales de fonctionnement et s'élèveront à 3 459 156,00 €. Elles sont en baisse par rapport à 2020.

Cette diminution, malgré l'inflation qui se répercute sur les prix à la consommation, est le fruit d'un travail d'optimisation des ressources de la part des services de la Collectivité afin de maintenir le niveau des services rendus à la population.

Le respect des procédures internes aux services municipaux et l'accompagnement des équipes de direction dans la construction et le suivi de leur budget continueront de favoriser un meilleur contrôle de la dépense. La poursuite d'une politique d'achat plus rationnelle et le renfort de la mise en concurrence des entreprises demeurent une priorité permettant l'optimisation des dépenses 2021.

2) Les dépenses de personnel (chapitre 012) pour 4 531 775,00 €

La masse salariale 2021 est contenue au niveau de celle de 2020, alors même que sont pris en compte des éléments incontournables comme : le G.V.T (Glissement, Vieillesse, Technicité) et les évolutions d'échelon statutaires. Comparativement, la masse salariale 2021 est donc en légère diminution par rapport à celle de 2020.

Cela a été notamment rendu possible par une meilleure maîtrise du recours aux heures supplémentaires et par une politique de remplacement des agents ajustée au plus près des besoins.

Tout cela est fait sans nuire au maintien d'un haut niveau de technicité et d'une amélioration de l'efficacité de nos agents, avec pour la première année, la mise en place d'un projet de plan de formation 2021 à hauteur de 2% de la masse salariale et en continuant à investir pour l'avenir par un recours à l'apprentissage, remplissant ainsi notre rôle et notre volonté dans notre contribution à l'insertion des jeunes.

3) Les atténuations de produits perçus (chapitre 014) pour 1 064 000,00 €

Ce chapitre intègre :

- Le prélèvement au titre du FNGIR (Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources) de 796 387,00 € identique à 2020.
- Le Fonds de Péréquation de l'Intercommunalité et des Communes (FPIC), pris en charge par la CCHVC et les communes qui la composent. Depuis 2016, conformément à la décision prise par le Conseil Communautaire de la CCHVC, le prélèvement est assuré aux 2/3 par la CCHVC, et au 1/3 par les communes au prorata de leur potentiel fiscal. Pour cette année, et dans l'attente de la répartition, le montant supporté par la commune serait de l'ordre de 267 613,00 €.

Les atténuations de produits (chapitre 014) sont estimées à 1 064 000,00 € au BP 2021, contre 1 100 000 € au BP 2020. La baisse de ce chapitre entre 2020 et 2021 s'explique par le crédit d'avances sur la surcharge foncière qui vient en déduction de la pénalité au titre de la loi SRU.

4) Les autres charges de gestion courante (chapitre 065) pour 810 819,00 €

La commune dispose d'un tissu associatif très riche et dynamique dans les domaines du Sport, de la Culture et du Social. La volonté est de continuer à donner au monde associatif les moyens de se développer en lui allouant les subventions nécessaires et en lui mettant à disposition des équipements de qualité.

En 2021, les subventions aux Associations, y compris les dispositifs « Pass Jeune » et « Pass'Age », s'élèveront à 162 780,00€.

Néanmoins, elle ne remet pas en cause la priorité donnée à la maîtrise des dépenses courantes. Comme les années précédentes, chaque demande de subvention sera examinée au cas par cas.

La commune continuera en 2021 à donner au CCAS les moyens de poursuivre et développer son action dans les domaines de l'aide sociale légale et facultative, ainsi que dans les activités pour les aînés.

Pour l'exercice 2021, qui verra la poursuite de la mise en œuvre de ce plan, la Ville portera une attention toute particulière à l'attribution au CCAS des moyens nécessaires à la gestion d'un impact social qui, au vu de l'évolution de la crise sanitaire et économique, risque malheureusement de se prolonger, voire de se renforcer. En 2021, la subvention d'équilibre au CCAS s'élèvera à 43 000,00€.

Le Budget 2021 de la Caisse des Ecoles (CDE) comprend principalement :

- Le développement de projets pédagogiques dans chaque élémentaire ;
- La poursuite des investissements pour les projets numériques.

En 2021, la subvention s'élèvera à 85 200,00€.

5) Les charges financières (chapitre 66) pour 128 942,68€

Mécaniquement, les charges d'intérêt sur les emprunts antérieurs diminuent avec les remboursements du capital. Cette diminution compense les charges d'intérêts sur le nouvel emprunt.

La Ville devrait en effet continuer à bénéficier, en 2021, d'une part du niveau particulièrement faible des taux d'intérêt dans l'Union européenne et, d'autre part, d'une gestion plus active de la dette. Au total, les charges d'intérêt sur 2021 seront en baisse d'environ 14 000,00 € par rapport à 2020.

6) Les charges exceptionnelles (chapitre 67) pour 14 065,00€

Un crédit provisionnel de 14 065,00€ est inscrit, destiné à procéder à d'éventuelles annulations de titres de recettes sur exercices antérieurs. Ce chapitre regroupe les titres annulés sur exercice antérieur, les charges exceptionnelles ou encore les bourses et prix, les intérêts moratoires.

7) Le virement à la section d'investissement (chapitre 023) pour 1 192 619,00€

Cette somme, contrepartie de la recette d'investissement inscrite au chapitre 021, contribue au financement de la section d'investissement.

8) Les opérations d'ordre de transfert entre sections (chapitre 042 en fonctionnement) pour 356 619,32€

Ce chapitre constitue l'équivalent en recettes des sommes inscrites sur le chapitre 040 en recette d'investissement. Il regroupe les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

II. La mise en œuvre des politiques publiques municipales dans le budget 2021 :

A. Les recettes d'investissement attendues pour l'exercice 2021 s'élèveraient à 13 471 695,00 €

1) Le virement de la section de fonctionnement (chapitre 021) pour 1 192 619,00€

Ce montant, résultat de notre maîtrise des dépenses de fonctionnement, inscrit au chapitre 023, contribue au financement des investissements d'équipement de la section d'investissement.

2) Les produits des cessions d'immobilisation (chapitre 024) pour 860 000,00 €

Pour contribuer au financement d'investissements attendus de longue date par les Saint-Rémois, la commune va valoriser un certain nombre de ses actifs, à hauteur de 660 000,00 €. Il s'agit en particulier :

- Terrain-Rue Henri Janin : 400 000,00€,
- Locaux communaux : 200 000,00€,
- Vente 2ème partie des terrains centre-ville à NACARAT : 260 000,00€.

3) Les opérations d'ordre de transfert entre sections (chapitre 040 en investissement) pour 356 619,32€

Ce chapitre constitue l'équivalent en recettes des sommes inscrites sur le chapitre 042 en dépenses de fonctionnement. Il regroupe les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

4) Les dotations fonds divers et réserves (chapitre 10) pour 645 000,00 €



Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) est estimé à 325 000,00 €. Cette recette est calculée sur la base des investissements réalisés lors de l'exercice N-2 et vient compenser une partie de la TVA réglée à cette occasion par la collectivité.

La taxe d'aménagement estimée à 150 000,00€, remplace la taxe locale d'équipement et fait participer les constructeurs aux charges d'équipements collectifs.

Un don attendu de 170 000,00€ permettra la prise en charge de la totalité des coûts de rénovation de l'orgue de l'église.

5) Les subventions d'investissement (chapitre 13) pour 1 730 325,00 €

En 2020, la commune a porté deux gros projets d'investissement :

-  La construction d'un centre de Loisirs, d'un restaurant scolaire et d'un RAM,
-  La réfection de la rue Lamartine.

Pour la réalisation des travaux d'investissement ci-dessus, les actions de la Commune lui ont permis d'obtenir le maximum possible de subventions.

Suite à l'arrêt des travaux lors du 1^{er} confinement, les travaux entrepris ont subi du retard. Les subventions de 1 600 000,00 € (1 000 000,00€ de la Région Ile de France et 600 000,00€ du département des Yvelines), seront versées en 2021.

Afin de redresser durablement l'économie française, un plan de relance exceptionnel de 100 milliards d'euros est lancé par le gouvernement autour de 3 volets principaux : l'écologie, la compétitivité et la cohésion. La commune va s'attacher à rechercher toutes les aides possibles dont elle pourrait bénéficier.

6) Les emprunts et dettes assimilés (chapitre 16) pour 4 026 331,81€

Le besoin prévisionnel d'emprunts au titre de l'exercice est prévu à hauteur de 4 026 331,81€ pour équilibre du budget.

B. Les dépenses d'investissement doivent assurer la mise en œuvre des politiques publiques de l'équipe municipale.

Des dépenses d'équipement ciblées permettront un recours modéré à l'emprunt.

Les dépenses nouvelles d'équipement, hors restes à réaliser (RAR), s'élèveront à 10 694 810,41€.

Les dépenses d'investissement sont constituées du remboursement de la dette et des dépenses d'équipements liés aux travaux et aux acquisitions rentrant dans le patrimoine de la commune.

1) Le chapitre 20 (hors subventions) immobilisations incorporelles pour 949 520,00€

Ce chapitre est relatif aux immobilisations incorporelles : frais d'études concernant les travaux envisagés ou engagés par la ville, relatifs aux équipements et à l'espace public, mais également frais d'insertion et brevets.

Les études porteront principalement sur les opérations suivantes :

✚ En urbanisme, la poursuite ou la fin des études de maîtrise d'œuvre dans le cadre des projets suivants :

- Equipement « Centre de loisirs, Restaurant scolaire, RAM », pour un montant de 186 000,00 €. Cet équipement en fin de construction sera totalement opérationnel pour la prochaine rentrée de septembre 2021.
- Mise en accessibilité et Extension de l'Espace Jean Racine, qui permettra de mettre à disposition des Saint-Rémois un espace de rencontre et de pratique autour d'activités culturelles variées (danse, musique, chant, théâtre, expositions). Le montant pour 2021 s'élèvera à 296 000,00 €. La construction devrait bénéficier de subventions dans le cadre du plan de relance national relatif à la culture. Le démarrage des travaux est envisagé pour 2022.
- Réhabilitation et extension de l'école Jean Jaurès, qui permettra de regrouper l'ensemble de la communauté éducative de Jean Jaurès en un lieu unique, tout en maintenant la surface existante de la cour de récréation et en préservant le jardin pédagogique. Le montant pour 2021 s'élèvera à 161 000,00 €. Le démarrage des travaux est envisagé pour 2022.

Les différents projets d'urbanisme à court terme de la commune vont conduire à une modification du paysage urbain avec la construction et la déconstruction de bâtiments, qui nécessitent la réalisation d'autant de diagnostics amiante et réseaux. Leur montant pour 2021 s'élèvera à 20 000,00 €.

✚ En matière de voirie, consciente de son état général et de la nécessité de l'améliorer, la ville va réaliser en 2021 les principales études suivantes, pour un montant total de 165 000,00 € :

- Etudes préliminaires de requalification des avenues de Coubertin et des Molières (plan de circulation du quartier, relevé topographique, diagnostic structure, diagnostic réseaux).
- Etude d'aménagement de la rue Ditte, incluant une période de test.
- Etude d'aménagements piétons dans la rue Pierre Curie.
- Etudes de rénovation de l'allée du Coteau.

L'entretien quotidien de la voirie continuera d'être réalisé au titre du bail de voirie dans le cadre du chapitre 21.

2) Le chapitre 21 immobilisations corporelles pour 4 752 876,50€

Ce chapitre est relatif aux achats d'équipements, de biens mobiliers, de matériels, de matériels informatiques de véhicules, et aussi de terrains et de biens immobiliers. De manière synthétique, les principaux projets d'investissements 2021, hors restes à réaliser 2020, se répartissent comme suit :

Sécurité des personnes et des biens

En 2021 la ville continuera sa politique de renforcement de la sécurité des personnes et des biens, pour un montant total supérieur à 170 000,00 €. Cela se traduira par :

- La poursuite du déploiement dans les écoles de brise-vues au niveau des clôtures et de films occultants ou de rideaux au niveau des fenêtres pour la sécurité des enfants.
- La poursuite du déploiement dans les équipements publics (écoles Jacques Liauzun, école Jean Moulin, école Saint-Exupéry) du système de clés électroniques programmables.
- La poursuite du déploiement de défibrillateurs dans la ville.
- La création d'un poteau d'incendie pour le futur Centre de loisirs / Restaurant scolaire / RAM.

Education – Jeunesse – Sport – Patrimoine – Commerce :

En 2021 ces investissements concerneront tout particulièrement :

- Les travaux de remise en état et de sécurisation des écoles de la ville pour un montant total d'environ 200 000,00€. En plus des investissements de sécurisation mentionnés ci-dessus, des alarmes PPMS seront installées dans chacune des écoles. Par ailleurs, sera mis en place un programme quinquennal de rénovation des toitures des écoles. En ce qui concerne plus particulièrement chaque école, les travaux prévus sont les suivants :
 - Pour l'école Saint-Exupéry sont prévus des travaux annuels de réfection de la toiture et des gouttières, la levée des réserves de la commission de sécurité et la mise en sécurité de la passerelle vers la cantine.
 - Pour l'école Jean Moulin sont prévus l'implantation de sept portes coupe-feu, la mise en place dans la cour d'un portillon d'évacuation incendie et l'aménagement de la cour (talus le long de la rue Lamartine).
 - Pour l'école Jacques Liauzun sont prévus le remplacement de trois blocs porte et de la verrière au niveau du restaurant scolaire, la levée des réserves de la commission de sécurité et la création d'une baie de brassage pour la distribution d'internet.
 - Pour l'école Jean Jaurès sont prévus des travaux au cas par cas en raison du projet de réhabilitation et d'extension de l'école.
- La fin des travaux de rénovation du centre de loisirs de Beauplan pour un montant de 175 000,00 €. Ces travaux auront lieu pendant la période estivale des congés scolaires et regrouperont les phases n° 2 (isolation par l'extérieur du bâtiment, changement des ouvrants) et 3 (aménagement intérieur).
- La fin des travaux de renforcement de la structure du marché couvert, pour un montant de 55 000,00 €.
- Les travaux de rénovation de la maison de Beauplan pour un montant total d'environ 140 000,00 €. Ils consisteront en la mise hors d'eau du bâtiment (réfection toiture), en la mise hors d'air de sa partie associative (remplacement fenêtre) et en sa mise en accessibilité (changement ascenseur).

- Pour la Maison des Loisirs et Culture (MLC), les travaux de réfection du sol de la petite salle et d'aménagement des placards de la grande et de la petite salle. Le montant de ces travaux s'élèvera à environ 8 000,00 €.
- Pour l'Hôtel de ville, sont prévus des travaux de sécurisation des personnes avec la mise en place d'un garde-corps côté sortie PMR et de sécurisation des archives. Le montant total des travaux s'élèvera à 20 000,00 € environ.
- Pour le stade Guy de Coubertin sont prévus des travaux de rénovation des équipements, hors surface de jeu, dans le cadre des Jeux Olympiques de 2024, pour un montant total sur 3 ans proche de 100 000,00 €. Ces travaux concernent :
 - Le remplacement du portail d'accès au stade à la fin des travaux du nouveau Centre de loisirs / Restaurant scolaire / RAM.
 - La réfection des toitures de la tribune et des vestiaires.
 - La rénovation des vestiaires sur la base d'un programme triennal.
- La remise en état des Ateliers du Lavoir (salles intérieures et toilettes extérieures) pour accueillir deux classes et la bibliothèque de l'école Jean Jaurès pendant les travaux de réhabilitation et d'extension de l'école.
- La démolition à horizon mi-2021, pour restitution du terrain nu au promoteur du programme du cœur de ville (NACARAT), du bâtiment hébergeant le CCAS et l'école de musique. En conséquence, l'école de musique sera hébergée dans des structures modulaires en location dans la cour de l'ancienne mairie, dans l'attente de la mise en service de l'extension de l'EJR. Le CCAS sera hébergé dans des structures modulaires en location dans la cour de l'ancienne mairie, dans l'attente de la complète réhabilitation de l'ancienne école Jean Jaurès.
- Le début de la phase de préparation du chantier de la mise en accessibilité et l'extension de l'EJR, pour un montant de 50 000,00 €.
- Le début de la phase de préparation du chantier de la réhabilitation et de l'extension de l'école Jean Jaurès, pour un montant de 50 000,00 €.
- La reconstruction de l'orgue de l'église. Le montant total de l'opération est de 216 000,00€, dont 170 000,00 € de financement privé. L'opération s'étalera sur les années 2021 et 2022.
- Le début de la rénovation triennale de l'église (Toiture - Charpente - Voute – Narthex) pour un montant total de 330 000,00 € environ. Le démarrage des travaux en 2021, pour un montant de 110 000,00 € environ, est soumis à l'obtention d'une subvention du département (financement attendu à hauteur de 85 000,00 €).

Amélioration du cadre de vie

En 2021 ces investissements concerneront tout particulièrement :

- Pour l'amélioration de l'espace public :
 - La rénovation et la mise en valeur des espaces verts, pour un montant supérieur à 70 000,00€, avec en particulier l'aménagement de l'entrée de ville côté Gif et le « fleurissement » (partiel) de la rue de Paris.
 - La mise en place, pour un montant de l'ordre de 50 000,00 €, de nouvelles installations de voirie, telles que des supports de fleurissement, du mobilier urbain (bancs, poubelles, tables de pique-nique, barrières pompiers, barrières Vauban et potelets) et des panneaux d'information.
 - Le remplacement des jeux vieillissants au niveau des aires de jeux et des parcours sportifs, pour un montant d'environ 20 000,00 €.

▪ Pour l'amélioration de la voirie :

- La fin des travaux du marché de requalification de la rue Lamartine, pour un montant de 72 000,00 €.
- Le complément des travaux d'assainissement des avenues d'Assas (partiel) et Hoche, ainsi que du chemin de la butte aux Buis, incluant le complément relatif au traitement des eaux pluviales et la réfection de la voirie avec le relèvement des bordures de trottoirs. Le montant total de 800 000,00 € sera financé sur une base triennale.
- La fin, à hauteur de 26 000,00 €, des travaux d'étanchéité du parking du Prieuré.

Le bail annuel de voirie, dont le montant total de 300 000,00 € pour 2021 sera réparti comme suit :

- Pour des opérations de réfection de voirie.
 - 100 000,00 € pour l'opération spécifique, non incluse dans le marché, d'aménagement extérieur, incluant le parking, du futur Centre de loisirs / Restaurant scolaire / RAM.
 - 50 000,00€ pour l'opération spécifique de création d'un bassin de collecte des eaux de ruissellement sur le chemin du petit Aigrefoin.
- Dans le cadre du traitement des eaux pluviales, la ville poursuit son effort, en lien étroit avec le SIAHVV et le PNR, de lutte contre les dégâts des eaux. Le traitement des eaux pluviales concerne tout particulièrement l'extrémité, côté Gif, de la rue de Paris avec :
- La création, ci-dessus évoquée, d'un bassin de collecte des eaux de ruissellement.
 - La création d'une servitude communale, pour un montant de 47 000,00 €, dans l'emprise du 145 rue de Paris, permettant de relier ce bassin de collecte au réseau des eaux pluviales de la rue de Paris.
 - Le prolongement, au niveau du 128 rue de Paris, du réseau des eaux pluviales jusqu'au collecteur proche de la résidence des 3 clés. Ce prolongement permettra de s'affranchir du carneau évacuant les eaux pluviales à destination de l'Yvette en passant dans le sous-sol de la résidence du Clos Rémi. Pour un passage sous trottoir le montant du prolongement est estimé à 50 000,00 €. Dans l'hypothèse d'un passage sous chaussée départementale le montant du prolongement serait inévitablement revu à la hausse.

L'effort minimum que consacre la ville à ce traitement des eaux pluviales à l'extrémité de la rue de Paris s'élève donc à l'heure du vote du budget 2021 à environ 150 000,00 €.

- La poursuite du MPE (Marché à Performance Energétique) de renouvellement de l'éclairage public. Il s'agit de la troisième année de réalisation de ce marché, pour un montant de 300 000,00 €.

3) Le chapitre 23 immobilisations en cours pour 3 003 300,00 €

Ce chapitre correspond à la fin du marché en cours, de construction du futur Centre de Loisirs / Restaurant scolaire / RAM. Il comporte en particulier :

- Le montant résiduel de la construction pour un total de 2 850 000,00 €.
- Le montant, hors marché, des branchements aux réseaux pour un total de 30 000,00 €.
- Le déploiement du système de clés électroniques programmables pour un total proche de 43 300,00 €.

4) Les remboursements d'emprunts et dettes assimilées (chapitre 16) pour 1 839 113,91€

Ils s'élèveront à **1 839 113,91€** au BP 2021.

Telles sont les principales mesures prévues au budget primitif pour 2021 qui ont pour objectifs de :

- Baisser les taux de fiscalité de la taxe foncière, de la taxe sur le foncier non bâti et de la CFE.
- Maîtriser, voire réduire à chaque fois que cela est possible, notamment en matière de frais généraux les dépenses de fonctionnement.
- Réaliser un programme ambitieux d'investissement pour améliorer le quotidien et la sécurité des Saint-Rémois.
- Rechercher systématiquement les subventions dans le cadre du plan de relance 2021.

* *

*

Ce budget est l'expression de l'évolution et de l'adaptation des politiques publiques afin de répondre aux besoins des Saint-Rémois et mettre en œuvre les priorités politiques du mandat. Il intègre les contraintes externes évolutives en matière financière et réglementaire et les conséquences de la crise sanitaire.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- **de délibérer et d'adopter** le budget primitif de l'exercice 2021, par chapitre, en section de fonctionnement et d'investissement,
- **d'autoriser Monsieur le Maire** en tant que de besoin, délégation pour effectuer à l'intérieur de ces chapitres, tant en section d'investissement qu'en section de fonctionnement, tout virement de crédit qui s'avérerait nécessaire;
- **d'autoriser Monsieur le Maire** à prendre toute décision et à signer tout acte nécessaire à l'application de la délibération.